

À l'évolution rapide de la société civile, répond une forte inertie de la société politique

Médi@venir: Considérant que le socle de la démocratie est très fragilisé par les récentes mutations socio-économiques, votre parti, l'UDF, a décidé de refonder un projet politique sur la base d'une triple approche : poser un diagnostic, définir les attentes des citoyens et planter des jalons.

P. A. : Nous ne pouvons plus raisonner comme hier où les composantes de la société française étaient clairement définies, l'appartenance sociale et religieuse conditionnant les comportements politiques et les attitudes privées. Ce bel édifice, doté d'une grande lisibilité, a volé en éclats. La société de consommation et l'expansion du tertiaire ont donné récemment naissance à une classe moyenne composite et massive, estompant les catégories sociales traditionnelles. Cependant, même si la lutte des classes (au sens marxiste) n'est plus le moteur de l'histoire, certaines frontières sociales subsistent, d'autres apparaissent peu à peu. Ce qui pouvait fonder les analyses sur la "moyennisation" de la société, pendant les Trente Glorieuses, est largement battu en brèche désormais. Au point de creuser dangereusement de nouveaux divages comme de nouvelles inégalités. Mais à l'évolution rapide de la société civile, répond une forte inertie de la société politique.

Médi@venir: Les Français portent sur la société politique un double regard : tout à la fois soupçonneux et désabusé. C'est la France d'en bas qui juge la France d'en haut, l'accusant tout à la fois de ne pas se préoccuper des "vrais problèmes" et de faire prévaloir des ambitions personnelles sur l'intérêt national.

P. A. : Au-delà de ce jugement à l'emporte pièce, cette appréciation est révélatrice des difficultés de la classe politique à "faire bouger les choses".

Apparemment inoxydable, la Constitution française de 1958 montre pourtant des signes de faiblesse. Si elle a parfaitement répondu à sa vocation première qui était de mettre fin à l'instabilité ministérielle et politique du régime précédent, force est de reconnaître que le déplacement du centre de gravité institutionnel a eu des effets regrettables sur le fonctionnement du Parlement dont le rôle s'est, au fil du temps, figé et rapetissé. Or, cette réduction radicale de la fonction législative et de contrôle n'est pas saine pour la démocratie. D'autant qu'elle s'est accompagnée de l'apparition d'une technocratie politico-administrative, arrogante et prétendument compétente en tout, mais mal placée pour apprécier l'état réel de la société française. Les résultats de l'élection présidentielle de 2002 sont là pour le rappeler. La faveur, longtemps exprimée par nos concitoyens, pour la cohabitation, démontre finalement cette nécessité de rééquilibrer les pouvoirs constitutionnels. Faute de trouver, dans la Constitution, cet équilibre souhaitable, la cohabitation a longtemps constitué, aux yeux de nos concitoyens, un pis-aller utile. Mais au-delà de la Constitution, l'ensemble des structures qui composent l'État souffre d'immobilisme. Dans notre pays, les institutions publiques, dont la principale force est la force d'inertie, se transforment toujours moins vite que la société elle-même. Quelques illustrations ? L'État lui-même dont la réforme est toujours différée tant l'objectif paraît hors de portée ! La décentralisation, ébauchée en 1982, qui mériterait un aboutissement, c'est-à-dire un partage clair des compétences, et non cette sédimentation textuelle, à structures territoriales constantes ! Pour couronner l'édifice, l'impossible décodage de la relation France-Union européenne qui contribue encore à opacifier le mecano institutionnel et décisionnel !



Les partis politiques français connaissent une baisse significative de leurs adhérents, comme d'ailleurs les centrales syndicales. Cette désaffection traduit une crise de la représentation politique.

Selon l'analyse de Cevipof, "le divorce entre les partis politiques et la population dans toute sa diversité est aujourd'hui très profond. Si les prémices de la discorde remontent au début des années 80, celle-ci s'est effectivement accentuée lors des élections de 2002. Cette crise de la représentation politique a plusieurs visages. Le premier, ce sont toutes ces poussées d'abstention, de votes blancs et nuls. Le deuxième, la dégradation de l'image des politiques, tant de ses personnels que de ses structures. Les Français ont également l'impression d'être mal représentés par les syndicats, les partis, les leaders politiques. Du coup, le nombre d'adhésions aux partis politiques ne dépasse pas les 2% de la population, un taux parmi les plus faibles d'Europe. Et les partis, totalement exsangues, ressemblent plus à des gros clubs qu'à de vrais partis".

Il faut encore souligner que les partis politiques français, contrairement à leurs homologues européens, font peu de place aux femmes et aux jeunes et souffrent d'une sous-représentation des couches populaires (paysans, ouvriers, sous employés...).



Pierre Albertini a consacré son temps et son énergie dans différentes activités publiques et fonctions électives. Actuellement député-maire de Rouen (élu de la seconde circonscription depuis 1993 et maire depuis 2001), il a été précédemment conseiller municipal, maire-adjoint, puis maire de Mont-Saint-Aignan pendant 21 ans. Il a aussi été vice-président du Conseil régional de Haute-Normandie de 1992 à 1994. Ce professeur d'université est également président de l'A.V.U.F (Association des Villes Universitaires de France) depuis 1993. Président départemental de la nouvelle UDF, ainsi que vice-président national du mouvement, il y est tout particulièrement chargé de la réforme de l'État. C'est à ce titre que Médi@venir lui donne la parole.

Médi@venir: Vous évoquez la crise de la représentation politique, nous pourrions également parler de l'effritement du clivage gauche/droite

P. A: La politique n'échappe pas à la fin des modèles. Chute du communisme, fin supposée des idéologies, alternances fréquentes, politiques économiques semblables, mondialisation, construction européenne, autant de faits qui ont contribué à atténuer la rigidité du clivage droite-gauche. Pourtant, dans le même temps, plus des deux tiers des Français continuent de se classer ainsi. Cette contradiction n'est qu'apparente : il convient de distinguer entre la pertinence des notions, de plus en plus remise en cause, et l'expression simplifiée d'une dichotomie entretenue par les modes de scrutin. Ainsi, pour 60% des personnes interrogées par la Sofres en janvier 2002, les notions de droite et de gauche sont aujourd'hui dépassées.

Médi@venir: Quelles sont les principales attentes des Français ?

P. A: D'une manière générale, tout ce qui touche à la dignité humaine, dans ses diverses dimensions (intégrité physique et morale, protection de la vie privée et même de l'image) est aujourd'hui privilégié. Ainsi, à côté des droits subjectifs traditionnels, l'évolution, lente mais continue, des mentalités depuis la fin de la Seconde guerre mondiale conduit à faire reconnaître comme fondamental, par les législations internationale et nationale, le "droit à la dignité". L'émergence de ces préoccupations nouvelles, en quête de règles, n'a pas que des aspects positifs : elle exprime aussi un transfert de responsabilité individuelle et une prise en charge de risques supplémentaires par la collectivité.

Le besoin de transparence et le droit à l'information constituent deux attentes fortes résultant tout à la fois de la méfiance grandissante des Français à l'égard des institutions et de l'élévation de leur niveau global d'instruction. L'affaire du sang contaminé, le dossier de la vache folle, Tchernobyl, l'opacité du contrôle sur les installations nucléaires ont, à des degrés divers, alimenté la perte de confiance de nos concitoyens. Il y a là un véritable paradoxe : jamais la masse des informations disponibles n'a été aussi grande, au point de susciter l'expression de "société de l'information". Pourtant, le jugement porté par nos concitoyens reste globalement critique, ce qui pose cruellement le problème de la qualité des médias.

Le droit à un environnement sain et à un développement durable, le droit à la santé, le droit à la sécurité des personnes et des biens sont également au cœur de ces attentes. D'évidence, cette aspiration à une vie civile apaisée est d'autant plus respectable que ses violations quotidiennes affectent surtout les plus exposés ou les plus faibles (jeunes, familles défavorisées, personnes âgées). Mais, dans le même temps, comment ne pas souligner qu'une part de cette délinquance résulte aussi d'une sorte de démission individuelle, voire de lâcheté ambiante ? L'affaiblissement de l'autorité parentale et de la solidarité de proximité alimente une incivilité et une insécurité que l'on reproche vivement aux autorités de ne plus juguler. On sait pourtant que ce transfert de responsabilité n'est pas le meilleur moyen de construire une société du respect et de la confiance.

Médi@venir: Nous sommes donc face à une crise sérieuse de la démocratie ?

P. A: Si les indices de mécontentement se multiplient, ils ne signifient pas forcément que la démocratie est en crise. De nombreuses enquêtes prouvent plutôt que ce sont les formes traditionnelles d'expression qui sont fragilisées : il y a une revendication de démocratie directe qui ne remet pas en cause l'attachement aux valeurs démocratiques. Les Français demandent plus de démocratie, ils la veulent plus sociale, plus forte et plus participative. Cette aspiration renvoie naturellement au fonctionnement de nos institutions et à ses rythmes qui laissent peu de place à l'expression directe de nos concitoyens sur les affaires qui les concernent.

Médi@venir: Si ce n'est à travers l'engagement politique, comment alors les Français s'expriment-ils ?

P. A: D'après un sondage CSA, 40% des Français considèrent que pour "changer la vie", mieux vaut s'engager dans une association que militer dans un parti politique (7%) ou adhérer à un syndicat (13%). Ni les partis ni les syndicats ne font plus rêver ! Les plus jeunes considèrent que l'engagement dans une association de caractère humanitaire est la meilleure manière de défendre une cause ou des idées (29%), de se rendre utile (29%) et d'aider les autres (28%). Ce manque d'appétit pour l'engagement partisan recoupe d'autres données qui indiquent que les Français, quel que soit leur âge, considèrent que les hommes politiques ne se préoccupent pas suffisamment de la lutte contre les exclusions et la pauvreté. Façon de réclamer des institutions une implication régulatrice considérée encore comme trop faible. Le "soutien par délégation" aux mouvements sociaux est là encore extrêmement significatif. Expression d'un malaise général, cette solidarité est un révélateur du fossé qui se creuse entre le pouvoir et les Français. Amorcée lors des grandes grèves de décembre 1995, cette tendance de l'opinion est désormais constante. Pour ne reprendre que les analyses récentes, un grand nombre de Français éprouvent



Les régions et la régionalisation

La France vient d'opérer une véritable révolution silencieuse : selon sa Constitution modifiée, son organisation est désormais "décentralisée" et la région y est inscrite pour la première fois. Parallèlement, la nouvelle étape de la décentralisation élargit le rôle des régions françaises. La connaissance du fait régional est donc désormais impérative pour comprendre le fonctionnement de la France et les dynamiques territoriales en cours.

Le recteur Gérard-François Dumont, professeur à l'université Paris-Sorbonne et président du conseil scientifique du projet *Éthique et politique*, vient d'éditer chez Ellipses le premier livre à proposer une analyse après les nouvelles lois de décentralisation. Il satisfait à deux objectifs : d'abord, décrypter les causes, la caractéristique et la nature de la régionalisation en France ; ensuite, présenter la réalité des régions françaises en analysant leurs extraordinaires disparités en termes économique, démographique, d'urbanisation, d'emploi... ainsi que leur place dans l'Europe.

Dans une seconde partie, l'auteur répond clairement et de façon argumentée à cinq débats essentiels sur le fait régional en France. Les régions françaises sont-elles trop nombreuses ? Ont-elles une identité ? Les Girondins prennent-ils leur revanche sur les Jacobins ? La primauté de l'Île-de-France est-elle un atout ou un handicap pour les autres régions françaises ? Faut-il supprimer les départements au bénéfice des régions ?

<http://www.population-demographie.org/infos4.htm>

Les régions et la régionalisation

Isbn 2-7298-987-8 - 176 p.

Ellipses - 12,5 € - en vente chez votre libraire

de la sympathie pour les revendications des pompiers, des infirmières, des médecins, par exemple; ils approuvent même les grèves lorsqu'elles revêtent, à leurs yeux, un caractère d'avertissement collectif sur les dangers d'une évolution redoutée. Pour aller plus loin, on a le sentiment que, dans certaines circonstances, ils font grève par procuration.

Médi@venir: Les citoyens revendiquent une nouvelle forme de participation active : est-ce l'amorce d'une démocratie d'un nouveau type ?

P. A: La faillite des idéologies, l'affaiblissement du lien religieux, qui permettaient une explication globale du monde, n'ont pas, contrairement à ce que certains prétendaient sentencieusement, mis fin à l'histoire. Désormais, les hommes cherchent à se construire de nouveaux repères, moins ambitieux certes, mais plus concrets et plus vrais. Ils revendiquent de prendre toute leur part à la construction d'une nouvelle citoyenneté tout à la fois plus proche et plus impliquée dans la mondialisation. L'identité républicaine qu'ils réclament devra faire toute sa place au sentiment d'appartenance régionale. La défense des cultures locales n'est plus considérée comme un danger pour l'unité nationale, mais comme un enrichissement complémentaire. Dans cette perspective, la participation directe aux affaires de la cité se manifeste de plus en plus, notamment au niveau municipal. Les collectivités territoriales sont d'ailleurs perçues comme des niveaux pertinents de l'action publique et le référendum est de plus en plus considéré comme un moyen adapté pour traiter des grandes questions de société. Au niveau européen, 79% des Français souhaitent que le Président de l'Europe soit élu au suffrage universel direct et une forte majorité réclame des institutions plus démocratiques, façon de dire ce fort besoin d'implication.

Le renouveau politique suppose une condition élémentaire : la capacité de celle-ci, aujourd'hui désenchantée, désacralisée, de proposer à nouveau des repères, une vision, bref de donner du "sens" à notre destin collectif. Or elle est loin, en ce début de siècle, d'être remplie. Les apparences sont largement contraires. On conclurait plutôt au déclin irréversible de la politique si l'on prolongeait les tendances observables depuis 20 ou 30 ans. Celles-ci poussent plus à l'atomisation de la société qu'à sa cohésion, elles encouragent plus la réussite individuelle que l'appartenance à une collectivité solidaire. Si tel était le cas, on peut se demander quelles valeurs de substitution soutiendraient l'irrépressible espoir des hommes de changer le monde, d'améliorer le sort de leurs enfants.

Médi@venir: Dans le cadre de la mondialisation, quelle est la place politique de l'Europe ?

P. A: Face à la domination militaire, économique et technologique des États-Unis, l'Europe demeure, malheureusement, un "nain politique". Sa démographie est suicidaire, son dynamisme économique s'émousse. Mais surtout elle n'a pas voulu se doter de l'outil de défense sans lequel on ne pèse rien dans le conflit des intérêts, sinon des civilisations. Ce déséquilibre n'est guère rassurant. Pour espérer le corriger, la France doit prendre la tête d'une véritable croisade en faveur d'une Europe politique, rompant avec la timidité dont elle a fait preuve jusqu'ici. Il y a là un formidable défi : compléter l'identité de chaque peuple par un patriotisme européen garantissant notre indépendance et notre patrimoine commun. Au-delà d'une réconciliation acquise après tant de guerres, ce patriotisme d'un genre nouveau est encore balbutiant. Mais sans un tel projet fédérateur, l'élargissement à 10 nouveaux pays ne pourra que diluer l'Europe dans un espace économique sous dépendance américaine. Qu'on ne se y trompe pas ! Il n'est pas question de faire disparaître les nations, mais de construire, au-dessus d'elles, une souveraineté européenne dans des domaines stratégiques, résolument partagés. On n'a pas besoin d'une Europe tatillonne et tous azimuts, mais d'une Europe forte sur quelques grands axes conditionnant son poids dans le monde.

Médi@venir: Dans votre rapport pour l'UDF, vous placez la communauté de citoyens dans un équilibre entre l'aspiration à organiser librement sa vie et la nécessaire solidarité pour un "vivre ensemble" harmonieux. Pour cela, vous préconisez une réforme de l'éducation qui doit s'articuler autour de deux missions complémentaires : la transmission des savoirs et la formation du sens civique ; vous souhaitez également prévenir et corriger les excès du capitalisme par une meilleure régulation de ce dernier et enfin une nouvelle politique de l'environnement. Un dernier mot sur le débat public européen ?

P. A: L'espace national est le cadre le plus propice à l'émergence de ce débat qui répond à un besoin d'identité et de sens, non satisfait aujourd'hui par un discours conformiste. Mais si la dimension nationale est la plus adaptée, elle suppose, préalablement, un positionnement clair des rôles respectifs de l'État, de l'Europe et des collectivités de proximité. C'est dans un double souci de clarté et de lisibilité qu'il doit s'inscrire. L'actuel labyrinthe institutionnel alimente en effet le mécontentement ou l'indifférence de nombreux électeurs. Pour l'Europe, l'absence de charte claire, la complexité des institutions, leur intervention parfois tatillonne au regard des carences européennes (défense, politique extérieure) expliquent un sentiment général de transfert subreptice du pouvoir à Bruxelles. Bien plus, l'Europe sert d'alibi à nos propres turpitudes. Ajoutée aux risques de dilution que comporte un élargissement mal préparé, cette tendance est meurtrière, pour l'Europe et pour la France. C'est pourquoi la Constitution européenne que nous proposons doit être l'occasion de réaffirmer notre conception d'une Europe politique et la nature des liens avec les grandes nations qui la constituent. Peut-on continuer à parler d'une Europe fédérale à 25, 30 composantes dont la plupart sont de petite taille ? Croit-on qu'un patriotisme et une opinion publique européens pourront se développer sur cette constellation ? Depuis une dizaine d'années, on voit bien les limites de l'intégration économique de laquelle les pères fondateurs espéraient une intégration politique. Or, celle-ci est d'une autre nature : les liens économiques n'ont jamais créé, dans l'histoire, de solidarité politique durable : celle-ci ne résulte que d'une ambition politique et culturelle.



Communiquer avec les citoyens

Margot Wallstrom, commissaire chargée de la communication, a présenté la nouvelle stratégie que la Commission envisage d'adopter en mai 2005. Cette stratégie prévoit notamment d'intégrer les citoyens et les parties intéressées dans le processus de décision, d'utiliser un langage plus compréhensible, d'impliquer davantage ses représentations dans les États membres pour se rapprocher des citoyens sur un plan régional et local, et d'améliorer l'enseignement scolaire sur l'Europe.